

LE NATIONAL-CANADIEN

NORTH SYDNEY (N.-É.)—L'ABANDON DU SERVICE DE MESSAGERIES ET DE TRANSPORT-MARCHANDISES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Robert Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria): Monsieur l'Orateur, ma question au ministre des Transports fait suite aux instances qui m'ont été présentées et aux entretiens que j'ai eus avec des syndicats dans ma région. Puis-je demander au ministre si la société de chemin de fer du National-Canadien a l'intention d'entreprendre d'autres réductions du personnel et des services dans la ville de North Sydney en abandonnant leurs services de messageries et de transport-marchandises dans cette ville?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.

L'hon. J. W. Pickersgill (ministre des Transports): J'espère que non, mais je me renseignerai là-dessus.

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député voudra peut-être discuter de cette question lors du débat sur la motion d'ajournement.

M. Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria): Monsieur l'Orateur, si vous me le permettez, j'aimerais traiter de cette question importante à la première occasion à dix heures.

LA CONSTITUTION

LA TENUE D'UNE CONFÉRENCE AU COURS DE L'ANNÉE DU CENTENAIRE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Michael Starr (Ontario): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question à poser au premier ministre. Bon nombre de provinces ont récemment exprimé le désir de tenir une conférence sur la constitution. Le premier ministre accèderait-il à ce désir en convoquant la conférence au cours de l'année de notre centenaire et en lui donnant le nom de réunion de famille du centenaire?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Certaines provinces ont également indiqué que le moment ne serait pas propice à la tenue d'une telle conférence. Naturellement, tant que l'unanimité ne sera pas faite sur la question et que les préparatifs ne seront pas terminés, il ne servirait pas à grand-chose d'en tenir une.

L'hon. M. Starr: Comme, d'après les journaux, la plupart des provinces ont consenti, le premier ministre nous dira-t-il quelles provinces ont refusé leur assentiment?

Le très hon. M. Pearson: Non, monsieur l'Orateur, car quelques-uns des rapports que j'ai reçus sont confidentiels. Je dois, bien entendu, tenir soigneusement compte des droits minoritaires.

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Même si le premier ministre n'est pas prêt à convoquer une réunion de famille du centenaire, son gouvernement songera-t-il à présenter une mesure législative sur la planification familiale au cours de la session actuelle?

[Français]

LES FINANCES

A PROPOS DE L'ÉQUILIBRE DE L'ÉCONOMIE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Henri Latulippe (Compton-Frontenac): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse à l'honorable ministre des Finances.

Nous apprenons de source officielle que le gouvernement vient d'accorder un prêt à l'Inde, au montant de \$11,850,000. Alors, je demande ceci au ministre: Si l'on prête sans intérêt aux pays étrangers, et si l'on emprunte à intérêt des pays étrangers, comment pense-t-il être capable de balancer le budget des affaires extérieures?

M. l'Orateur: J'ai l'impression qu'il ne s'agit pas là d'une question mais plutôt d'un argument.

LES RESSOURCES HYDRAULIQUES

A PROPOS DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE À WASHINGTON

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Maurice Allard (Sherbrooke): Ma question, monsieur l'Orateur, s'adresse à l'honorable ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, au sujet de la prochaine conférence internationale sur l'eau et la pêche à Washington. Le gouvernement canadien a-t-il l'intention d'inviter les provinces à faire partie de la délégation de cinq représentants à laquelle a droit le Canada, vu que le domaine du fond et de l'usage de l'eau relève des autorités provinciales?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le président, je ne suis pas prêt à accepter tous les commentaires de l'honorable député. Le gouvernement fédéral a également des responsabilités dans le domaine de l'eau, car les poissons y vivent et les navires y circulent. Les pêcheries et la navigation, pour ne mentionner que celles-là, sont des «juridictions» fédérales.

En ce qui a trait à la formation de la délégation canadienne qui ira à Washington, ce sujet-là fait présentement l'objet de conversations entre Ottawa et les provinces.